

## Arrêt

**n° 62 975 du 10 juin 2011  
dans l'affaire X / V**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA 1<sup>re</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 4 juin 2010 par X, qui déclare être de nationalité russe, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 5 mai 2010.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 mai 2011 convoquant les parties à l'audience du 27 mai 2011.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me J.F. HAYEZ loco Me S. SAROLEA, avocats, et C. VAN HAMME, attaché, qui comparait pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

*«A. Faits invoqués*

*D'après vos déclarations vous seriez de nationalité russe et d'origine ethnique tchéchène. Vous auriez vécu au Daghestan. Vous liez votre demande d'asile à celle de votre épouse [K. D.].*

*A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.*

*En décembre 2006, à l'aube, vous auriez entendu des coups de feu puis trois rebelles tchéchènes auraient fait irruption à votre domicile. Il y aurait eu échange de tirs avec les forces de l'ordre qui avaient encerclé votre maison. Par la suite, vous auriez tous été arrêtés et emmenés au poste de police de*

*Khassav-Yurt. Vous y auriez été fortement battu et interrogé au sujet de ces combattants. Le lendemain, vous auriez été relâché sous caution.*

*Le 15 décembre, vous auriez été examiné à l'hôpital de Khassav-Yurt et soigné pour une commotion cérébrale.*

*Une semaine plus tard, vous auriez introduit une plainte auprès du parquet de Khassav-Yurt pour les dégâts occasionnés à votre maison lors de cette opération contre les rebelles. Deux semaines plus tard, vous auriez déposé une seconde plainte puis une troisième un mois plus tard. Malgré vos nombreuses démarches, vos plaintes n'auraient pas été enregistrées auprès du parquet et, lors de votre troisième visite, un homme vous aurait fait comprendre que si vous persistiez ça allait mal finir.*

*Vous n'auriez plus eu d'ennuis jusqu'au 24 septembre 2007. A cette date, vous vous trouviez au centre ville avec votre ami [V.] lorsqu'un voisin serait venu à vélo vous prévenir que la police se trouvait à votre domicile et vous recherchait. Deux jours plus tôt, une fusillade aurait eu lieu, dans les bois, autour de votre village et un ratissage avait suivi. Soupçonnant que les autorités voulaient vous appréhender dans le cadre de cette affaire, vous auriez pris le premier bus vers Nouradilovo sans avoir le temps de prévenir ni [V.] ni votre famille de votre fuite. De là-bas, vous auriez immédiatement rejoint Moscou où vous auriez séjourné illégalement jusqu'au 22 décembre 2008.*

*Trois mois après votre arrivée à Moscou, vous auriez contacté [V.] qui vous aurait appris que votre épouse avait été brièvement détenue le 24 septembre et que, par la suite, elle avait quitté le pays pour la Belgique. Vous auriez économisé de l'argent pour pouvoir rejoindre votre épouse en Europe. Le 22 décembre 2008, vous auriez rejoint l'Ukraine puis la Belgique où vous seriez arrivé le 24 décembre 2008. Vous introduisez une demande d'asile le même jour.*

## **B. Motivation**

*En ce qui concerne la situation des personnes d'ethnie tchéchène au Daghestan, il y a lieu de considérer, sur la base des informations dont dispose le Commissariat général (et dont copie dans le dossier administratif), qu'à la lumière de la situation générale en matière de sécurité, toute personne soupçonnée d'entretenir des liens avec le mouvement rebelle risque d'avoir des problèmes avec les autorités, indépendamment de son origine ethnique. Depuis longtemps déjà, les Tchétchènes ne forment plus la composante principale du mouvement rebelle, mais celui-ci est encore régulièrement associé à la rébellion en Tchétchénie, sans pour autant que cela donne lieu à des opérations ou des persécutions visant spécifiquement la population tchéchène en raison de son origine. C'est pourquoi le fait d'être d'origine tchéchène ne saurait à lui seul suffire pour se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève.*

*Force est tout d'abord de constater que les faits que vous alléguiez ne sont pas suffisamment étayés par des preuves documentaires ou autres.*

*En effet, vous affirmez avoir des ennuis avec vos autorités nationales suite à une intrusion de rebelles tchéchènes à votre domicile en décembre 2006 qui vous aurait valu d'être assimilé à ces rebelles. Vous ajoutez que suite à cette intrusion, votre maison aurait été relativement endommagée, que vous auriez été détenu et battu à tort durant 24h et que vous auriez déposé par trois fois une plainte auprès du parquet de Khassav-Yurt pour obtenir réparation (CGRA, p. 8 & 9).*

*Or, vous ne présentez au Commissariat général ni photos de votre maison endommagée, ni copies (conformes) des trois plaintes que vous auriez déposées au parquet, ni aucun autre document attestant de cet incident (article de presse ou autre) (CGRA, p. 9 & 11). L'unique document que vous déposez est une attestation du service de traumatologie de l'hôpital de Khassav-Yurt stipulant que vous y avez été admis le 15 décembre 2006, que vous avez été battu par des agents de police et répertoriant vos lésions. Ce document, s'il mentionne que vous avez été battu par des policiers, ne précise néanmoins pas dans quel cadre ni suite à quelle affaire vous auriez été battu. Il n'atteste donc nullement du fait que vous avez été arrêté et détenu dans le cadre de l'affaire mentionnée ci-dessus.*

*En outre, confronté à ces lacunes documentaires dans votre dossier, vous affirmez disposer peut-être de copie de vos trois plaintes à votre domicile à Khassav-Yurt (CGRA, p.9 & 11). Cependant, vous n'avez rien tenté pour faire venir ces preuves du Daghestan et, en fin d'audition au Commissariat*

général (CGRA, p.14), vous répondez par la négative à la question de savoir si vous comptez joindre à votre dossier des pièces documentaires supplémentaires après votre audition.

La charge de la preuve vous incombant (HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, §196), vous êtes tenu de tout mettre en oeuvre pour réunir les éléments de preuve qu'il vous serait possible d'obtenir et d'effectuer des démarches dans ce sens. Cette absence de démarches et d'initiatives de votre part est par conséquent une attitude difficilement compatible avec celle d'une personne craignant des persécutions ou des atteintes graves, et manifeste un désintérêt profond pour votre procédure d'asile.

Force est ensuite de constater que les faits que vous alléguiez à la base de votre demande d'asile sont identiques à ceux présentés par votre épouse. Or, le Commissariat général a pris à l'encontre de votre celle-ci une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire en date du 29/10/2008 en raison du caractère non crédible de ses déclarations (relatives à votre arrestation de décembre 2006 et à votre disparition du 24 septembre 2007) et de l'absence de preuves documentaires dans son dossier; absence de preuves que vous n'êtes pas parvenu à palier malgré le fait que vous présentez une attestation médicale (voir argumentation plus haut).

Pour plus d'informations à ce sujet, je vous prie de consulter la décision prise à l'égard de votre épouse -dont une copie est jointe à votre dossier administratif-.

Force est enfin de constater que le Commissariat général ne tient pas pour vraisemblable que vous ayez pu quitter le Daghestan, voyager vers Moscou, y séjourner durant plus d'une année, puis rejoindre l'Ukraine et enfin la Belgique sans passeport interne ni passeport international et sans jamais être personnellement contrôlé aux postes de contrôles/frontières comme vous l'affirmez (CGRA, p. 2 à 4).

En effet, d'après les informations à disposition du Commissariat général (dont copie est jointe à votre dossier), toute personne voyageant au sein de la Fédération de Russie, doit être à tout moment munie d'un document d'identité valide, document d'identité qui doit être muni au minimum du nom et d'une photo de son propriétaire, ce qui n'est pas le cas de l'acte de naissance que vous affirmez avoir utilisé pour quitter le Daghestan (CGRA, p. 2). Les contrôles étant nombreux et la distance que vous auriez parcourue importante, la probabilité que vous ayez effectivement systématiquement échappé aux contrôles apparaît extrêmement faible.

Dès lors que vous basez votre demande d'asile sur les mêmes faits que ceux présentés par votre épouse, que vous n'avez pas été en mesure de rétablir le manque de crédibilité des faits invoqués par votre épouse et que vos propres déclarations sont tout aussi peu crédibles, il n'y pas lieu non plus de vous reconnaître la qualité de réfugié ou de vous accorder le statut de protection subsidiaire. Les documents présentés (acte de naissance, attestation médicale, lettres de témoignages et articles sur la situation en Daghestan et Russie) ne sont pas de nature à infirmer les considérations précitées. Votre identité n'est pas remise en cause. Le certificat médical ne renseigne pas sur la véritable cause de blessures dont vous auriez victime. Les lettres de témoignages ne peuvent rétablir la crédibilité de votre récit. En effet, une lettre à caractère privé ne peut se voir accorder une force probante. L'acte de décès de votre père ne permet pas d'établir un lien entre son décès et les faits invoqués à l'appui de votre demande d'asile. Les articles sur la situation en Daghestan et Russie ne prouvent pas les faits dont vous déclarez être victime à titre personnel.

Enfin, pour ce qui est de l'application de l'art. 48/4, § 2, c de la Loi sur les étrangers, il ressort des informations dont dispose le Commissariat général (et dont copie est versée au dossier administratif) que la violence n'est pas toujours liée à la rébellion qui se manifeste au Daghestan. En ce qui concerne la rébellion, il est à noter que dans la période d'août à septembre 1999, celle-ci a débouché sur un affrontement militaire de grande envergure entre rebelles et autorités dans la région de Botlikh, Kadar et Novolak. Depuis lors, il n'est plus possible de parler de guerre ouverte. La situation actuelle se caractérise par un mouvement rebelle clandestin et éparpillé qui, du fait d'une capacité d'action réduite, se limite à des attaques visant des cibles spécifiques, plus particulièrement des représentants des autorités. Pour combattre la rébellion, les autorités ont recours à des actions spécifiques. Il n'est pas à exclure que les opérations des rebelles et des autorités fassent des victimes civiles mais celles-ci sont en nombre réduit, comme il ressort des informations disponibles. La situation au Daghestan n'est dès lors pas telle qu'elle exposerait la population civile à un risque réel d'atteintes graves en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé au sens de l'article 48/4, § 2, c de la Loi sur les étrangers.

*En conclusion, au vu des divers éléments mentionnés ci-dessus, il apparaît que vous ne fournissez pas d'éléments suffisamment probants pour permettre au Commissariat général de statuer favorablement sur votre demande d'asile. Partant, il n'y a pas lieu de vous accorder le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou le statut de bénéficiaire de la protection subsidiaire tel que défini à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

#### **2. Les moyens exposés par la partie requérante**

2.1 La partie requérante confirme et complète le résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise.

2.2 Elle prend un premier moyen de la violation de l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés [modifié par l'article 1er, §2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, ci-après dénommés « la Convention de Genève »], des articles 48/3, 48/5 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers [ci-après dénommée « la loi »].

2.3 Elle rappelle les recommandations contenues dans le Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié en matière de charge de la preuve et cite la jurisprudence du Conseil relative au bénéfice du doute. Elle observe que la partie défenderesse ne met pas en cause l'authenticité de l'attestation du service de traumatologie produite par le requérant, que ce document atteste que ce dernier a été battu par des policiers et qu'il constitue par conséquent un indice de la crainte fondée de persécution du requérant. Elle fait valoir qu'aucune contradiction n'a été relevée dans ses déclarations et qu'il convient par conséquent de lui accorder le bénéfice du doute.

2.4 La partie requérante cite l'ensemble des documents produits par le requérant au cours de sa procédure et souligne qu'il ne peut pas lui être reproché de n'avoir pas assumé la charge qui lui incombe d'apporter la preuve des faits à l'origine de sa demande d'asile.

2.5 De plus, elle souligne que les persécutions que craint le requérant ne reposent pas uniquement sur son origine ethnique mais également sur son profil particulier puisqu'il est soupçonné par les autorités d'entretenir des liens avec les combattants tchéchènes.

2.6 La partie requérante prend un second moyen de la violation des articles 48/4, 48/5 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 [sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers]. En cas de retour dans son pays d'origine, le requérant invoque un risque réel de subir les atteintes graves telles que décrites à l'article 48/4 de la loi.

2.7 Elle fait valoir que la situation sécuritaire au Daghestan est particulièrement préoccupante et que la population tchéchène est en outre particulièrement visée. Elle invoque à l'appui de son argumentation une série d'informations objectives jointes à la requête sur la situation prévalant au Daghestan ainsi que la jurisprudence de l'ancienne Commission permanente de recours pour les Réfugiés concluant à l'existence de persécution de groupe visant l'ensemble de la population tchéchène.

2.8 Elle reproche à la partie défenderesse de ne motiver son refus d'octroyer au requérant le statut de protection subsidiaire que sous l'angle de l'article 48/4 §2 c) de la loi et non sous l'angle de l'article 48/4 § 2 b. Elle rappelle à cet égard que la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants sont prohibés par l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (ci-après dénommée CEDH) et que cette interdiction a un caractère absolu.

2.9 En termes de dispositif, la partie requérante prie le Conseil de recevoir son recours et de le dire fondé, en conséquence, de réformer la décision attaquée, à titre principal, de reconnaître au requérant la qualité de réfugié et, à titre subsidiaire, de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

2.10 Lors de l'audience du 27 mai 2011, la partie requérante fait valoir que la situation prévalant au Daghestan correspond actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980 et s'en réfère à cet égard à la note et aux documents qu'elle a adressé au Conseil par courrier du 12 mai 2011.

### 3 L'examen des documents produits par les parties

3.1 L'article 39/76, § 1er, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit : « [...] le Conseil peut, en vue d'une bonne administration de la justice, décider de tenir compte de tout nouvel élément qui est porté à sa connaissance par les parties, en ce compris leurs déclarations à l'audience, aux conditions cumulatives que : 1° ces éléments trouvent un fondement dans le dossier de procédure ; 2° qu'ils soient de nature à démontrer d'une manière certaine le caractère fondé ou non fondé du recours ; 3° la partie explique d'une manière plausible le fait de ne pas avoir communiqué ces nouveaux éléments dans une phase antérieure de la procédure. Sont de nouveaux éléments au sens de la présente disposition, ceux relatifs à des faits ou des situations qui se sont produits après la dernière phase de la procédure administrative au cours de laquelle ils auraient pu être fournis ainsi que tous les nouveaux éléments et/ou preuves éventuels ou éléments appuyant les faits ou raisons invoqués durant le traitement administratif. ».

3.2 Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil « l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure.» (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

3.3 La partie requérante joint à sa requête introductive d'instance plusieurs documents adressés au Conseil dans le cadre du recours introduit contre la décision initiale prise par la partie défenderesse et retirée ensuite par cette dernière ainsi qu'une copie des courriers les accompagnant. Il s'agit des documents suivants :

- un courrier adressé au Conseil du contentieux des étrangers le 7 mai 2009 ainsi que la copie de passeports et le témoignage de proches du requérant ;
- un courrier adressé au Conseil du contentieux des étrangers le 6 août 2009 ainsi qu'une copie du passeport de la sœur du requérant, le témoignage de cette dernière et le certificat de décès du père du requérant ;
- un courrier adressé au Commissariat général aux apatrides et aux réfugiés daté du 25 février 2010 comprenant un article intitulé *Daghestan : regain de violence ou « statu quo » inquiétant ?* extrait du site Internet « caucaz.com » et daté du 09 janvier 2010 ; un article intitulé *Medvedev reprend la main dans le Caucase*, extrait du site Internet « Le Figaro.fr » et daté du 21 janvier 2010 ; un article intitulé *2 rebelles tués au Daghestan* extrait du site Internet « Le Figaro.fr » et daté du 31 janvier 2010 et un article intitulé *Cinq soldats tués en Tchétchénie* extrait du site Internet « Le Figaro.fr » et daté du 5 février 2010 ;
- une attestation de suivi psychologique datée du 11 mars 2010.

Le Conseil constate que ces documents figurent dans le dossier administratif et les prend par conséquent en considération en tant qu'élément du dossier administratif.

3.4 Dans un courrier envoyé au Conseil par fax le 18 août 2010 (v. dossier procédure, pièce 5), la partie requérante produit les documents suivants :

- la copie du passeport de la belle-mère du requérant, ILLASOVA Asset et son témoignage ;
- la copie du passeport de ALIKPATCHEV Ramazan et son témoignage ;
- la copie du passeport de GAITEMIROV Khamzat et son témoignage ;
- la copie du passeport de la sœur du requérant, Rasiyat et son témoignage.

Le Conseil constate que ces documents satisfont aux conditions prévues par l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la même loi. Par conséquent, le Conseil décide d'en tenir compte. La partie défenderesse ne fait pas valoir d'objection.

3.5 Dans un courrier envoyé au Conseil en date du 12 mai 2011 (v. dossier procédure, pièce 11), la partie requérante produit un document intitulé « note d'audience » ainsi que :

- Un rapport de Jamestown Foundation intitulé *Violence Reported in Dagestan, Kabardino-Balkaria, Chechnya and Ingushetia*, daté du 21 janvier 2011 ;
- Un rapport d'Amnesty International sur la Fédération de Russie daté du 28 mai 2008 ;
- Un rapport de Jamestown Foundation intitulé *North Caucasus Human Rights Activists Introduce Counter-Measures to Thwart Illegal Detentions*, daté du 4 août 2010;
- Un document intitulé *Tchéchénie : informations générales*, dont les références ne sont pas mentionnées ;
- Un document d'Amnesty International intitulé *Action Urgente : les autorités tchéchènes expulsent des familles à Grozny* » daté du 4 février 2011 ;
- Un document issu du site du SPF Affaires étrangères intitulé « *Conseils aux voyageurs Russie* », daté du 9 avril 2010 ;
- Un document de l'Assemblée Parlementaire intitulé « *Recours juridiques en cas de violations des droits de l'homme dans la région du Caucase* », daté du 4 juin 2010 ;
- Un document intitulé « *ECRE Guidelines on the Treatment of Chechen Internally Displaced Persons, Asylum Seekers and Refugees in Europe* », daté de mars 2011;
- Un rapport de l'OSAR intitulé « *Caucase du Nord : conditions de sécurité et droits de l'homme* » de 2009 ;
- Un témoignage du Centre de défense des droits de l'homme Mémorial et du Comité Assistance civique sur la situation des ressortissants de la République de Tchétchénie en Russie daté du 15 janvier 2010 ;
- Un rapport sur la Russie du United States Department of State daté du 8 avril 2011.

Indépendamment de la question de savoir si les différents rapports et articles précités constituent un nouvel élément au sens de l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980, ils sont produits utilement dans le cadre des droits de la défense, dans la mesure où ils étayaient la critique de la partie requérante à l'égard de la décision attaquée. Ils sont, par conséquent, pris en considération. La partie défenderesse ne fait pas valoir d'objection.

Quant à la note rédigée par la partie requérante et intitulée « note d'audience », le Conseil rappelle que la procédure est écrite (article 39/60 de la loi du 15 décembre 1980) et qu'il ne peut par conséquent la prendre en considération que dans la mesure où cette note expose en quoi les nouveaux éléments, qu'elle accompagne, répondent à la définition donnée par l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 et satisfont aux conditions prévues à l'alinéa 3 de cette disposition (voir dans le même sens arrêt du Conseil n° 45.396, prononcé en Assemblée générale le 24 juin 2010).

#### **4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980**

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

4.2 A titre liminaire, le Conseil entend rappeler que sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève ; que si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'oculte la question en elle-même ; que dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4.3 Les arguments des parties au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 portent essentiellement sur deux questions : l'évaluation de la situation qui prévaut au Daghestan, en particulier celle de la communauté tchéchène, d'une part, et la question de la crédibilité du récit produit, d'autre part.

4.4 La partie défenderesse expose, en ce qui concerne l'évaluation du contexte général au Daghestan, que, « *le fait d'être d'origine tchéchène ne saurait à lui seul suffire pour se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève* ». Toutefois, elle admet que « *toute personne soupçonnée d'entretenir des liens avec le mouvement rebelle risque d'avoir des problèmes avec les autorités, indépendamment de son origine ethnique* » et précise à cet égard que si « *les tchéchènes ne forment plus la composante principale du mouvement rebelle [..], celui-ci est encore régulièrement associé à la rébellion en Tchétchénie* ».

4.5 Sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante souligne que le requérant craint d'être persécuté en raison de son profil particulier et non seulement en raison de son appartenance à la communauté tchéchène. Elle dépose en outre différents documents au sujet de la situation prévalant au Daghestan.

4.6 A la lecture des informations produites par les deux parties, le Conseil constate que la population daghestanaise est exposée dans son ensemble à un haut degré de violence et qu'un niveau élevé de risque de persécution existe, de manière générale, pour les habitants du Daghestan, et en particulier pour ceux qui seraient soupçonnés de collaboration avec la rébellion. Le Conseil considère que cette situation impose aux instances d'asile de faire preuve d'une grande prudence lorsqu'elles examinent les demandes de personnes originaires du Daghestan surtout si ces personnes ont un lien, réel ou présumé, avec des combattants.

4.7 Quant à la crédibilité du récit produit, la partie défenderesse estime que les pièces produites par le requérant sont dépourvues de force probante et met celle-ci en cause en s'appuyant sur la motivation de la décision de refus prise à l'égard de l'épouse du requérant. Elle constate en outre que les circonstances du voyage du requérant ne sont pas vraisemblables au regard des informations qu'elle verse au dossier administratif.

4.8 Le Conseil n'est pas convaincu par ces motifs. S'agissant des éléments de preuves produits, il constate que l'identité, la nationalité, l'origine tchéchène et la provenance du requérant sont corroborés par les documents déposés par lui-même (son certificat de naissance) et par son épouse (certificat de mariage et actes de naissances de leurs enfants) et que ces éléments ne sont pas contestés par la partie défenderesse. Il observe également, à l'instar de la partie requérante, que le certificat médical délivré par l'hôpital de Khasavyurt atteste que le requérant a été battu par des policiers et qu'il constitue par conséquent un indice sérieux du caractère fondé de la crainte du requérant.

4.9 Surtout, le Conseil observe que le motif renvoyant à la décision prise à l'égard de l'épouse du requérant est, en l'espèce, totalement dépourvu de pertinence. Le Conseil estime à cet égard utile de rappeler les antécédents de la procédure.

4.10 L'épouse du requérant est arrivée avant son mari en Belgique et elle y a demandé l'asile seule, le 7 février 2008. Sa demande a été rejetée par une première décision prise le 29 octobre 2008, avant que le requérant n'arrive en Belgique. Ce dernier a introduit une demande d'asile le 24 décembre 2008, qui a été rejetée par une première décision prise le 6 mars 2009, fondée sur des motifs similaires à l'acte attaqué. Des recours ont été introduits devant le Conseil contre ces deux décisions, dans le cadre desquels la partie requérante a déposé de nouvelles pièces. Toutefois, avant que le Conseil ne se prononce sur ces recours, le Commissaire général a retiré les deux décisions précitées. Le 5 mai 2010, sans les entendre, il a pris à leur égard deux nouvelles décisions de rejet. La motivation de celle prise à l'égard de l'épouse du requérant demeure en tout point identique à celle retirée. Il n'y est fait mention ni de l'arrivée en Belgique du requérant, ni des nombreuses pièces déposées par la partie requérante après le 29 octobre 2008. Celle prise à l'égard du requérant est également similaire à celle de la décision retirée. La partie défenderesse y a néanmoins ajouté un motif contestant la force probante des nouvelles pièces déposées.

4.11 Le Conseil constate que dans la décision prise le 5 mai 2010 à l'égard de l'épouse du requérant, la partie défenderesse lui reproche essentiellement de ne pas pouvoir donner suffisamment

d'informations au sujet des rebelles arrêtés en même temps que son mari et au sujet des circonstances de la disparition ultérieure de ce dernier, qualifiées d'in vraisemblables dans l'acte attaqué. Le Conseil observe également que les craintes alléguées par l'épouse du requérant ont pour origine directe les difficultés rencontrées par son époux. Or elle n'a pas été réentendue alors qu'elle a été rejointe par ce dernier en décembre 2008. Dans ce contexte la partie défenderesse ne pouvait raisonnablement mettre en doute la crédibilité du récit du requérant en se référant aux motifs de la décision prise à l'égard de son épouse.

4.12 Quant aux invraisemblances relevées dans les propos du requérant au sujet de son voyage, le Conseil estime que ces griefs ne portent pas sur les éléments centraux de son récit et ne suffisent par conséquent pas à mettre en cause la crédibilité de l'ensemble de ses déclarations.

4.13 De manière générale, le Conseil constate que les déclarations du requérant et de son épouse sont constantes et circonstanciées. Compte tenu de la situation prévalant actuellement au Daghestan, il estime qu'il existe suffisamment d'indices du bienfondé de la crainte qu'il invoque pour que le doute lui profite.

4.14 Les faits étant suffisamment établis, la crainte du requérant s'analyse comme une crainte d'être persécuté du fait de ses opinions politiques, son mari étant suspecté de complicité avec les rebelles tchéchènes. Le Conseil rappelle à cet égard que, conformément à l'article 48/3, §5 de la loi, « *Dans le cadre de l'évaluation du caractère fondé de la crainte de persécution du demandeur, il est indifférent qu'il possède effectivement la caractéristique liée à la race, à la religion, à la nationalité, à l'appartenance à un groupe social déterminé ou aux opinions politiques à l'origine de la persécution, pour autant que ces caractéristiques lui soient attribuées par l'acteur de persécution.* »

4.15 A la lecture du dossier administratif, le Conseil n'aperçoit pas de raisons sérieuses de penser que le requérant se serait rendu coupable d'agissements visés à l'article 1er, section F, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

4.16 En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article unique**

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix juin deux mille onze par :

Mme M. de HEMRICOURT de GRUNNE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

M. de HEMRICOURT de GRUNNE